

prodigieusement les travaux d'entretien et d'extension;

6. Eu égard au lourd fardeau du service des dettes, de nouveaux retranchements dans les dépenses ordinaires n'apporteront aucun soulagement appréciable aux contribuables des municipalités.

Nous constatons que les dettes des gouvernements provinciaux augmentent. D'après les statistiques, les dettes des provinces se sont accrues de \$813,400,000 en 1926 à \$1,622,100,000 en 1935. De 1925 à 1929, l'augmentation de la dette des provinces a été de 22 p. 100; de 1929 à 1932, de 35 p. 100; de 1932 à 1935, de 21 p. 100 et de 1925 à 1935, de 99 p. 100.

Quiconque a étudié attentivement le chiffre des dettes publiques au Canada se rend compte qu'il devient impossible pour plusieurs gouvernements municipaux et provinciaux de s'acquitter de leurs obligations sociales. Au point de vue constitutionnel, l'entretien des indigents et des sans-travail relève peut-être d'eux, mais ils n'ont pas d'argent pour y pourvoir et, maintenant, le gouvernement réduit les allocations de chômage.

Le gouvernement conservateur avait à remédier à un chômage considérable, à son avènement en 1930. Ce problème provenait dans une large mesure de la politique suivie par le gouvernement libéral antérieur. Le parti conservateur s'est efforcé de le résoudre, j'en conviens, mais il n'y a pas réussi sous le régime de notre présent système économique. Le Gouvernement libéral a promis de remédier au chômage d'une autre façon. Il a promis de supprimer la pauvreté, d'entreprendre la tâche de la supprimer, et il devait apporter toutes les réformes nécessaires à notre régime monétaire, pour assurer une émission de monnaie et de crédit conforme aux besoins du peuple. Il a reconnu que l'usure, même réglementée, détruirait toute nation, et nous nous attendions naturellement à voir tenter par le parti libéral un effort précis pour au moins résoudre le problème du chômage. Lors de l'institution de la Commission nationale de placement, deux ans passés, la population en attendait quelque remède à la situation des sans-travail, mais l'analyse attentive du rapport qu'elle a préparé ne révèle aucune solution pratique dans ce sens. Elle s'est occupé, il est vrai, de la jeunesse canadienne en établissant des centres de formation pour une faible proportion des jeunes chômeurs, mais ni le ministre ni le rapport ne laissent entendre à la Chambre ou à la population canadienne que le Gouvernement ait l'intention de suivre encore ces jeunes gens ainsi formés. C'est par centaines, voire par milliers, que l'on compte ces jeunes chômeurs dans toutes les provinces, et que leurs parents font vivre sans aucun secours de l'Etat. Ces jeunes pourraient aujourd'hui, mieux que leurs parents à

leur âge, travailler à l'essor économique du Canada, mais on les en empêche. Aucune chance ne leur est accordée.

A mon avis, le ministre devrait offrir quelque chose à la jeunesse, et trouver une solution concrète à ses problèmes. Je sais qu'il faudra des fonds. Je sais que quand nous proposons un programme de travaux publics ou le versement de dividendes pour que les gens partagent la richesse qu'ils eurent rodir, le ministre et d'autres membres du cabinet font valoir la menace de l'inflation. Quand nous faisons observer aux membres du Gouvernement que les savants et les inventeurs ont besoin pendant des années pour affranchir l'humanité du travail imposé par la nature, que l'énergie solaire déplace l'énergie humaine, que la machine a largement remplacé le travail de l'homme, et que du fait de ces nouvelles conditions des dividendes soient payés aux gens et que des fonds soient affectés à des travaux publics, ils crient à l'inflation, ils nous répondent: "Il est impossible d'émettre de la monnaie et du crédit sans couverture". Nous ne demandons pourtant pas qu'on émette de la monnaie et du crédit sans qu'il y ait couverture. Je désire rappeler à cet égard la conférence mondiale d'économistes agricoles tenue à St. Andrew's, Ecosse, en 1936. Je vais donner lecture d'une couple d'alinéas tirés du résumé des délibérations.

Le problème de la consommation et de la production agricole a été traité par E. P. Cathcart, professeur de physiologie à l'université de Glasgow, qui l'exposa du point de vue physiologique ou de la nutrition, et par R. P. Forrester, de l'University College, Pays de Galles, qui envisagea le problème sous son aspect économique. Parmi ceux qui prirent part à la discussion, il faut citer: F. L. MacDougal, de l'Australia House, Londres; E. H. M. Lloyd, du comité d'approvisionnement des marchés, Londres; F. Von Bulow, de l'Office international du Travail, Genève; Hazel K. Stiebeling, du Bureau of Home Economics, Washington, D.C.; M. K. Bennett, du Food Research Institute, université Stanford, Californie, et S. Schmidt, de l'université de Cracovie, Pologne.

L'opinion généralement exprimée au cours de la discussion était la nécessité d'un accroissement de consommation, tant pour résoudre le problème du marché des produits agricoles que du point de vue sociologique. Les moyens préconisés à cette fin comprenaient: (1) un accroissement du véritable pouvoir d'achat des masses; (2) la diminution du prix de revient; (3) des mesures d'ordre sociologiques.

Nous voyons donc que plusieurs éminents économistes agricoles du monde, assemblés à St. Andrew's, Ecosse, reconnaissent que nous avons déjà résolu le problème de la production et qu'il existe un énorme excédent de denrées dans presque tous les pays du monde. Ils donnèrent à entendre, en vue de nous débarrasser de cet énorme excédent, qu'il fallait accroître la véritable puissance d'achat des